

# La renaissance de l'Afrique... dans l'agenda de la communauté internationale

*Le 24 avril dernier, le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, a présenté la Déclaration annuelle sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire à la Chambre des députés. La particularité de l'édition 2007 est d'avoir été presque entièrement consacrée au continent africain. Son prédécesseur Charles Goerens vient de publier une réflexion intitulée Sécurité et développement de l'Afrique : une nouvelle approche pour l'UE<sup>1</sup>. Ce qui peut paraître une coïncidence à première vue n'est finalement qu'un signe du temps : l'Afrique est à la mode. L'Afrique semble être devenue populaire et fait dorénavant à nouveau partie des débats de la communauté internationale<sup>2</sup>.*

Luc Reuter

Depuis quelques années, cette partie du monde est de plus en plus présente dans les médias et sur la scène internationale (politique, culture, économie...) et elle fait dorénavant presque partie intégrante des agendas des grandes réunions et institutions internationales ; le récent sommet du G8 à Heiligendamm en Allemagne vient de le confirmer.

L'année 2005 – considérée *a posteriori* comme l'année de l'Afrique – a été une année charnière de cette « renaissance » du continent africain dans l'intérêt international, avec la réunion du G8 consacrée à l'Afrique à Gleneagles en Ecosse<sup>3</sup>, les travaux et la publication du rapport de la Commission pour l'Afrique mise en place par le Premier ministre anglais, Tony Blair, ou encore le sommet onusien du Millénaire +5 de septembre 2005 à New York. Sur le plan culturel, une série de concerts à travers le monde, organisés par les musiciens Bono et Bob Geldorf, ont attiré l'attention de la communauté culturelle internationale sur les réalités africaines, vingt ans après « We are the world » pour l'Éthiopie. De récentes productions cinématographiques consacrées à l'Afrique

attirent également une attention publique accrue : *Hotel Rwanda*, *Le Cauchemar de Darwin*, *Lord of War*, *Shooting Dogs*, *The Last King of Scotland* ou *Blood Diamond*.

Comment expliquer ce regain d'intérêt pour le continent africain ? Un continent qui, bien qu'étant le plus proche de l'Europe, semble paradoxalement souvent être celui qui est le plus loin de nos préoccupations ! Est-ce que nous sommes témoins d'un changement dans la perception que l'Europe a de l'Afrique ? L'importance croissante sur la scène internationale de pays africains et l'émergence de nouveaux acteurs (Chine, Inde, Brésil...), prêts à rivaliser contre la prépondérance des anciens (Etats-Unis, Europe) sur le continent africain, sont-elles des facteurs décisifs ? Les relations historiques entre l'Europe et l'Afrique ne sont plus les seules raisons pour expliquer l'intérêt stratégique pour le continent africain et il serait intellectuellement malhonnête de ne pas mettre en évidence les autres raisons, pas toujours publiquement mises en avant, comme les énormes réserves en ressources naturelles, le rôle de bouclier contre le terrorisme ou encore la lutte, à la

source, contre l'immigration clandestine. Nous essayons dans cette réflexion de présenter plusieurs des facteurs qui peuvent aider à expliquer cette « re-découverte » de l'Afrique.

### Entre relations historiques et présent postcolonial

Un lien historique entre l'Europe et l'Afrique existe et leurs relations sont encore aujourd'hui influencées, voire dictées, par le passé colonial de certains (France, Grande-Bretagne, Portugal, Italie et Allemagne). Les anciennes puissances coloniales européennes n'ont pas toujours su digérer complètement la décolonisation et ont souvent gardé des liens très étroits avec leurs anciennes colonies. Cette relation, souvent fusionnelle, entre ancienne puissance coloniale et ancienne colonie est encore d'actualité à travers de nombreux intérêts postcoloniaux (économiques, financiers, stratégiques) dans les anciennes colonies et la présence de centaines de milliers de citoyens européens et de personnes binationales dans les pays africains.

Cette hégémonie d'un pré carré européen est désormais en train de disparaître et le changement de la géopolitique en Afrique doit être pris en compte. Le temps des relations postcoloniales traditionnelles, relations privilégiées entre anciennes puissances coloniales et anciennes colonies est résolu ; la chasse gardée européenne est terminée. L'Afrique n'est désormais plus un simple « point » à l'ordre du jour des discussions entre les grandes puissances économiques ; cette partie du monde qu'on pouvait diviser et se partager selon sa convenance. L'émergence d'une société civile active et d'une nouvelle catégorie de chefs d'Etat ou de gouvernement, élus lors d'élections qui deviennent de plus en plus démocratiques et transparentes, en est un signe visible.

### L'émergence d'un nouvel acteur géopolitique

Nous avons assisté ces dernières années à une mutation du rôle et du poids de l'Afrique sur la scène internationale : d'un spectateur passif de son destin à un acteur indépendant. Dans le cadre de la réforme des Nations unies et plus particulièrement dans les propositions visant une meilleure représentation des réalités démographiques et géopolitiques au sein du Conseil de sécurité, des sièges permanents ou semi-permanents sont envisagés pour plusieurs pays africains. Presque un tiers des votes au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) appartient dorénavant à des pays africains et depuis l'affiliation de l'Angola à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), trois sur onze de ses Etats membres sont africains, avec le Soudan ayant un statut d'observateur<sup>4</sup>.

La naissance et la mise en place d'initiatives nouvelles comme le NEPAD (New Partnership for Africa's Development), une initiative pensée et élaborée par des présidents africains (Mbeki, Wade, Obassandjo et Bouteflika), le renforcement des institutions et prérogatives de l'Union africaine et la reconfirmation de l'engagement de la communauté internationale en faveur de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) démontrent cette volonté de peser plus activement sur son propre avenir et illustrent l'intérêt accru pour le continent africain. Les pays africains prennent dorénavant plus souvent leurs responsabilités dans la recherche de solutions politiques, d'efforts de réconciliation ou de la construction de la paix lors de conflits et guerres continentaux, à travers par exemple un rôle actif dans des missions de la paix des Nations unies et la mise à disposition d'importants contingents de casques bleus.

### Zone de rivalité entre anciennes et nouvelles puissances économiques

Le continent africain est devenu l'« arène » dans laquelle se bousculent et se concurrencent les pays européens, les Etats-Unis et de nouveaux acteurs géopolitiques comme l'Inde, le Brésil et surtout la Chine. Le nouveau poids stratégique et politique de certains pays africains, les importantes réserves en ressources naturelles ou encore les économies émergentes expliquent cette volonté d'assurer une présence visible sur le continent. La République populaire de Chine y joue un rôle très actif et agressif et elle est en train de poser des jalons politiques, économiques, voire militaires, dans grand nombre de pays du continent. Cette

**Le continent africain est devenu l'« arène » dans laquelle se bousculent et se concurrencent les pays européens, les Etats-Unis et de nouveaux acteurs géopolitiques comme l'Inde, le Brésil et surtout la Chine.**

*Quel avenir ? (© Luc Reuter)*



présence s'exprime par des partenariats commerciaux, y incluant des livraisons d'armes, ou la fourniture et la construction de projets d'infrastructures (routes, ponts, aéroports, stades, hôpitaux ou encore logements sociaux) avec le risque que les « éléphants blancs »<sup>5</sup> vont être remplacés par des « éléphants jaunes ».

La Chine a été présente en Afrique depuis la période coloniale, mais l'explosion de l'économie chinoise et son ouverture vers le monde extérieur, couplées à une demande croissante en matière de pétrole, bois ou autres minéraux, sont à l'origine de cette nouvelle présence plus active et plus visible. Son besoin économique est accompagné d'une approche politique et diplomatique agressive, qui risque de délimiter sérieusement le champ d'action de l'Europe. Elle joue de tous ses avantages comparatifs pour concurrencer les autres partenaires potentiels, dont l'Union européenne et les Etats-Unis, en payant de meilleurs prix, mais également en utilisant des manières peu orthodoxes, dont le bakchich, et en ne se préoccupant pas trop du respect des droits de l'Homme, de la bonne gouvernance ou des pratiques non transparentes dans la gestion des affaires de leurs partenaires. Il n'est pas rare que la Chine utilise son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies

comme moyen ou instrument pour protéger ses nouveaux alliés africains contre des condamnations ou des sanctions. Une pratique mise en œuvre pour s'acheter un accès au Soudan.

L'avenir va nous montrer si cette présence chinoise, caractérisée d'ailleurs par une présence grandissante de commerçants chinois et l'invasion de produits très bon marché sur les marchés africains sera une bénédiction ou plutôt du néocolonialisme.

### Importante réserve de ressources naturelles

La diplomatie d'influence et l'offensive de charme des grandes nations – Etats-Unis, pays européens, Japon, Chine, mais également de certains pays du Sud, à l'instar de l'Inde ou du Brésil – sont basées sur un pragmatisme économique en vue de pouvoir s'assurer un accès aux énormes richesses en ressources naturelles du continent africain. Elles représentent 30 % des réserves minières mondiales : platine (89 %), chrome (81 %), manganèse (61 %), cobalt (60 %), or (40 %), bauxite (30 %), titane (24 %) et cuivre (9 %).

Selon les prévisions les plus optimistes, l'Afrique pourrait même à terme remplacer en importance le Moyen-Orient comme réserve de pétrole et de gaz (9,5 % des réserves prouvées de brut et 8 % du gaz naturel se trouvent dans le sous-sol africain) et dans cette logique, elle aurait aussi un rôle politique accru à jouer, à l'instar du Moyen-Orient depuis la crise de 1970. Aujourd'hui, l'Afrique fournit 13 % du pétrole mondial, un pétrole de meilleure qualité, plus proche de l'Europe en matière de transport et loin de la poudrière qu'est actuellement le Moyen-Orient. Des pays africains comme le Sénégal, São Tomé, la Guinée-Conakry, la Mauritanie, la Guinée équatoriale, le Cameroun, l'Angola, le Tchad, le Soudan, le Nigeria, le Kenya, le Gabon, la Namibie ou encore la République démocratique du Congo (RDC) sont courtisés. Ils espèrent devenir de nouveaux eldorados grâce à leurs ressources naturelles et à la rente de la vente et de la transformation de leurs richesses.

### Nouvelles perspectives économiques pour l'Afrique

L'intégration de l'Afrique dans l'économie globale est un des principaux objectifs et défis de la coopération internationale, ce qui a été explicitement mis en avant dans la déclaration du 24 avril du ministre Schiltz. En 2005, la part de l'Afrique dans l'économie mondiale se situait autour de 2,5 % (un peu moins de 300 milliards USD d'exportation et 250 milliards USD d'importation). L'Europe reste de loin le premier partenaire économique et commercial du continent africain avec



**BUREAUTIQUE**  
ROSY WAGNER-BRAUCKMANN

NEU  
EXKLUSIV  
IN LUXEMBURG

„SITZFLÄCHE BEWEGT SICH  
NACH VORNE,  
NACH LINKS, RECHTS  
UND NACH HINTEN  
ÜBER DAS US-PATENTIERTE  
DONDOLA SITZGELENK“

77, rue de la Barrière / L-1215 Luxembourg  
T. +352 44 88 08-1 / F. +352 44 88 08-99  
[www.wagner-brauckmann.lu](http://www.wagner-brauckmann.lu) / [rosy@wagner-brauckmann.lu](mailto:rosy@wagner-brauckmann.lu)

46,5 % en provenance de l'Europe et 45 % qui seront exportés vers l'Europe. Malgré une forte augmentation des investissements directs étrangers de +120 % entre 2004 et 2006 avec un montant de 38 milliards USD, la part de l'Afrique au niveau mondial reste faible, autour de 3 %. Selon l'OCDE, l'Afrique a enregistré en 2006 sa 4<sup>e</sup> année consécutive de croissance économique supérieure à 4 %.

Il y a urgence de créer un environnement propice à des investissements directs étrangers et à augmenter le taux de retour de l'investissement. Le continent est devenu ces dernières années plus intéressant pour des investissements avec le développement d'infrastructures et la naissance d'une classe moyenne. L'Afrique du Sud, le Botswana, le Kenya, la Tunisie, le Maroc, l'Angola, voire la Sierra Leone, sont des pays qui peuvent s'attendre à une croissance accélérée de leurs économies dans les années à venir et des contrats lucratifs attendent les investisseurs potentiels (contrats pour la construction d'infrastructures, d'équipements, de fournitures ou de services). Les sociétés luxembourgeoises comme Arcelor Mittal (Afrique du Sud, Sénégal, Liberia) ou Millicom, active sur le marché de la téléphonie mobile (RDC, Ghana, Maurice, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie et Tchad), sont déjà bien implantées sur le continent et prêtes à y faire de nouveaux investissements lourds.

### Lutte contre le terrorisme international

Le continent est devenu depuis une dizaine d'années une zone capitale dans la lutte contre le terrorisme. Faut-il rappeler que le Soudan a été la première base pour Ben Laden et son réseau Al-Qaida de 1991 à 1996, avant son installation en Afghanistan ? Les attentats contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi et à Dar Es Salam en août 1998 ont fait plus de 220 morts et parmi les organisateurs toujours recherchés, on compte les Africains Abdoul Fazul Mohammed (Comores), Saleh Ali Saleh Nabhan (Kenya) ou le Soudanais Abou Taha al-Soudane. La participation africaine dans des réseaux terroristes est avérée et leur détermination a été démontrée dans les attentats de Londres et de Madrid, en Tunisie, ou plus récemment au Maroc et en Algérie.

Des camps d'entraînement de réseaux et de mouvances terroristes sont éparpillés sur le continent africain avec des mouvances djihadistes comme le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en Algérie ou des sympathisants d'Al-Qaida dans les régions désertiques du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Libye) et dans la Corne de l'Afrique. Les Etats-Unis ont réagi à cette nouvelle donnée en créant un commandement unifié pour l'Afrique (Africom) qui, à partir de septembre 2007, est destiné à coordonner toutes les activités militaires et sécuritaires des Etats-Unis sur

le continent. Avant la mise en place d'Africom, les pays africains étaient dispersés entre les commandements européen, central (Moyen-Orient) et pacifique.

La menace terroriste est désormais permanente et les nouveaux moyens de communication permettent d'organiser et de préparer des attentats à partir de bases cachées dans des *no man's land* africains pour les exécuter dans les pays occidentaux. S'intéresser à l'Afrique pour se protéger soi-même en quelque sorte.

### Barrage contre l'immigration clandestine

Bien que le quart d'heure warholien des immigrants clandestins qui débarquent vacillants et presque assommés de leurs barques de fortune sur les plages et côtes européennes soit passé et les couvertures des magazines et des journaux ne s'y intéressent plus : la tragédie continue. Des centaines de personnes désespérées continuent chaque semaine d'arriver sur l'île italienne de Lampedusa ou sur les îles Canaries, à la recherche d'un hypothétique eldorado occidental.

L'Europe a besoin d'immigration. Une immigration qu'elle aimerait pouvoir choisir, et elle est décidée à œuvrer dans cette direction en essayant de canaliser, voire stopper, le flux d'immigrés clandestins sur le continent européen. L'Afrique est le point de départ d'une partie de ce flux migratoire, mais elle peut aussi être un allié pour l'Europe afin de permettre de ralentir et de contenir cette marée humaine. Certains pays, en l'occurrence l'Espagne, ont négocié avec le Maroc et le Sénégal des milliers de contrats de travail temporaire, en échange d'un durcissement des contrôles aux frontières et de moins de laxisme envers les personnes en route vers la clandestinité. Un nombre important de visas temporaires sont accordés, contrats d'embauche inclus, à des travailleurs saisonniers. En échange d'un engagement certifié de retourner à la fin de leur contrat dans leur pays d'origine, ces femmes et hommes ont l'assurance de pouvoir gagner de l'argent dans des conditions « acceptables » et, de cette façon, de venir en aide à leurs familles restées au pays, objectif principal de la plupart des immigrations.

Créer des conditions en Afrique pour ralentir et, dans les scénarios les plus optimistes, renverser les tendances d'une immigration massive africaine permettrait à l'Europe de mieux faire passer son idée d'immigration choisie ; un sujet d'une grande importance politique comme les dernières élections présidentielles en France nous l'ont démontré.

### Potentiel pour un nouveau partenariat

L'importance stratégique croissante de ce continent dans la nouvelle géopolitique internationale

---

**Créer des conditions en Afrique pour ralentir et, dans les scénarios les plus optimistes, renverser les tendances d'une immigration massive africaine permettrait à l'Europe de mieux faire passer son idée d'immigration choisie [...].**

---

**L'importance stratégique croissante de ce continent dans la nouvelle géopolitique internationale fait de l'Afrique un partenaire de premier choix.**

fait de l'Afrique un partenaire de premier choix. Les domaines clés mentionnés ci-dessus démontrent que les relations entre l'Europe et l'Afrique ne se limitent désormais plus au simple stade de la soi-disant « aide publique au développement », mais que d'autres facteurs nécessitent un intérêt plus accru. L'Afrique n'est plus seulement le continent de la charité, mais elle est devenue un partenaire réel et potentiel dans des domaines très divers et complémentaires que sont l'humanitaire, l'économie, la sécurité, le commerce ou la culture.

Le rapport de l'ancien secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, a mis en évidence le lien entre sécurité, pauvreté et respect des droits de l'Homme<sup>6</sup>. L'Europe ne pourra pas vivre dans sa forteresse si le continent africain reste dans la misère : l'immigration clandestine aux îles Canaries et en Italie sont les exemples les plus médiatisés.

Souhaitons que l'émergence de nouvelles formes de relation et le regain d'intérêt envers le continent africain ne se limiteront pas à quelques visites *high profile* et à des discours et des conférences stériles, sans être suivies de décisions ou conclusions adaptées et validées. Le potentiel pour un vrai partenariat permettant à chaque partenaire d'en tirer des bénéfices existe – le fameux *win-win* –, espérons que la volonté et le courage politique seront présents – de part et d'autre.

<sup>1</sup> Charles Goerens, Sécurité et développement de l'Afrique : une nouvelle approche pour l'UE, *Cahier de Chaillot n° 99, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, Paris, avril 2007*

<sup>2</sup> Pour une meilleure compréhension de cet article, il est nécessaire de définir « l'Afrique ». Malgré le fait que la communauté internationale ait tendance à « partager » le continent africain en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, des pays comme le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Libye ou l'Égypte sont souvent considérés comme étant plus proches du Moyen-Orient que de l'Afrique ; on considère le continent et ses 53 états comme un tout et on ne fait pas ici une séparation entre ces deux entités géographiques.

<sup>3</sup> Le sommet du G8 de Gleneagles (6-8 juin 2005) auquel avaient été invités les chefs d'Etat ou de gouvernement africains – Abdelaziz Bouteflika (Algérie), Meles Zenawi (Éthiopie), John Kufuor (Ghana), Olusegun Obasanjo (Nigeria), Abdoulaye Wade (Sénégal), Thabo Mbeki (Afrique du Sud), Benjamin Mkapa (Tanzanie) et le président de l'Union africaine, le Malien Alpha Oumar Konaré... – a confirmé l'annulation de la dette multilatérale de 18 pays pauvres très endettés, dont le Bénin, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, Madagascar, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et la Mauritanie.

<sup>4</sup> L'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, le Kuwait, le Qatar, le Venezuela, l'Indonésie, la Libye, les Emirats arabes unis, l'Algérie, l'Angola et le Nigeria, avec le Soudan comme observateur

<sup>5</sup> *Eléphants blancs : grands projets de constructions financés par des pays occidentaux et érigés dans des pays africains, ne servant pas vraiment l'intérêt des populations locales*

<sup>6</sup> Intitulé Dans une liberté plus grande et présenté le 21 mars 2005, ce rapport est l'élément enclencheur de la troisième vague de réformes lancée par le secrétaire général. Le rapport met en évidence les changements de géopolitique et démontre qu'à présent, tous les dangers et les problèmes sont liés, ce qui rend nécessaire d'agir dans trois domaines à la fois : le développement, la sécurité et les droits de l'Homme. « Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité ni développement si les droits de l'Homme ne sont pas respectés. »



© Albrecht Tuebke, Twins, Berlin 2000, 37cm x 47cm

## De l'Europe Photographies essais histoires

Exposition du 24 mai au 19 août 2007

Académie à Dudelange

Heures d'ouverture :  
du mardi au dimanche de 10 h 00 à 19 h 00,  
vendredi de 10 h 00 à 21 h 00

Centre national de l'audiovisuel (CNA)  
Département Photographie

Pour plus d'informations :

[www.cna.lu](http://www.cna.lu)  
[info@cna.etat.lu](mailto:info@cna.etat.lu)  
+352 52 24 24-1



© Marco Zanta, Europa - Europa, Birmingham, Grande Bretagne, 18.3.2004